

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	59	9

N° de séance : 16

Objet de la délibération : Rapport annuel
sur le Prix et la Qualité du Service public
d'assainissement collectif et non collectif -
Exercice 2021

N° d'enregistrement : CC.2022.129

Date de convocation :
05 juillet 2022

Date d'affichage
18 JUIL. 2022

Date de réception en s/Préfecture

18 JUIL. 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 juillet 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 11 juillet à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI, Eric CHALVIN à Catherine LANZA, Marie-Rose BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Thérèse DARTOIS à Lionnel LUCA, Bernard GARNIER à Joseph CESARO, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Xavier WIIK à Jacques GENTE

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Georges VAZIA, Marguerite BLAZY, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Marinette LANGLAIS, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Vu le décret n°95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et aux délégations de service public ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment ses articles L. 1413-1, L. 2224-5, D.2224-1 et suivants ;

Vu le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement pour l'exercice de l'année 2021 ;

Vu le rapport d'activité de la régie de de l'assainissement de la C.A.S.A, pour l'exercice de l'année 2021 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultatives des Services Publics Locaux de la C.A.S.A, après examen desdits rapports en date du 13 juin 2022 ;

Considérant que la C.A.S.A est compétente de plein droit en matière d'Assainissement, sur l'ensemble de son territoire ;

Considérant que pour l'exercice de cette compétence, la C.A.S.A a délégué ou concédé, sur certaines parties de son territoire, la gestion et l'exécution du service public ; et qu'elle l'exploite en régie directe, sur le reste de son territoire ;

Considérant qu'à ce titre, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale doit présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement destiné à l'information des usagers, dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, et ce, quel que soit le mode d'exploitation du service public ;

Considérant que le rapport 2021 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement est établi conformément aux dispositions en vigueur définies ci-avant ; qu'il présente le service public de l'assainissement , à l'échelle du territoire de la C.A.S.A, qu'il soit exploité directement ou concédé à un tiers délégataire ; et qu'il reprend les données issues des différents rapports annuels des délégataires et du rapport d'activité de la régie de l'assainissement de la C.A.S.A, pour l'exercice 2021 ;

Les actions marquantes du service public d'assainissement en 2021 sont résumées ci-après :

- Harmonisation des relations avec les usagers notamment en matière de tarification des services d'assainissement collectif et non collectif et de gestion des nouveaux raccordements,
- Mise en œuvre d'un programme de travaux volontairement axé sur la protection des milieux et la résorption de dysfonctionnements,

- Adaptation des modes de gestion de l'assainissement sur le territoire intercommunal avec le transfert de gestion des systèmes d'assainissement collectif et non collectif de Gréolières-les-neiges à compter du 01/07/2021 et de Biot à compter du 01/01/2021 à la régie d'assainissement de la CASA,
- Recherche de financements externes auprès des partenaires institutionnels de la collectivité en vue de permettre le lancement d'opérations structurantes,
- Performances épuratoires des stations d'épuration du territoire intercommunal conformes aux exigences réglementaires fixées (Rendement moyen de 93 % sur le paramètre DBO5, hors Stations de Gréolières-les-neiges et de Gourdon). De plus, 100 % des boues d'épuration produites ont été revalorisées en filière agréée (compostage),
- Autres faits marquants sur les systèmes de traitement intercommunaux :
 - Maintien de l'effort de renouvellement des équipements de traitement des station d'épuration d'Antibes et de Vallauris,
 - Mise en œuvre d'un traitement innovant de désinfection des eaux traitées de ces deux stations d'épuration avant rejet en mer, sans impacts sur le milieu marin, du 1er juin au 30 septembre en vue d'éliminer le risque de contamination des eaux de baignade littorales par les eaux usées traitées rejetées en mer par leur émissaire. (Traitement reconduit en 2022),
 - Poursuite des études et travaux dédiés à la reconstruction des Stations d'épuration de Gourdon et de Gréolières-les-neiges,
 - Optimisation de l'exploitation et de la gestion des boues des stations d'épuration de Tourrettes-sur-Loup et Châteauneuf Grasse,
 - Validation du bon fonctionnement des systèmes d'autosurveillance des stations d'épuration avec une note moyenne 9,2 / 10.
- Poursuite des efforts d'entretien et de contrôle préventif des réseaux et ouvrages d'assainissement en vue d'en réduire les risques de dysfonctionnement : 65,9 km de réseaux curés (11,6 % du linéaire total de réseaux), 18 km de réseaux diagnostiqués par inspections télévisées et tests fumigènes.
- Réalisation de 7,1 M€ de travaux de renouvellement, de renforcement et d'extension des systèmes d'assainissement collectif (3 785 000 € sur le périmètre d'intervention de la régie et 3 275 000 € sur les périmètres délégués dont 502 000 € financés par la collectivité et 814 432 € par les délégataires de service public) principalement dédiés à la protection des milieux.
- Poursuite du Schéma Directeur d'Assainissement de Biot et attribution du marché public dédié au lancement des études de Schéma Directeur d'Assainissement intercommunal.
- Attribution d'aides financières de l'Agence de l'eau (439 470 €) dans le cadre de son plan de Rebond et du Conseil Départemental des Alpes Maritimes (1 689 800 €) dans le cadre d'un contrat de territoire urbain établi avec la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour le financement d'opérations d'assainissement structurantes.
- Gestion des installations d'assainissement non collectif à l'échelle intercommunale :
 - 500 contrôles de bon fonctionnement menés (5 % des installations)
 - 254 contrôles de conception et 190 contrôles de réalisation réalisés
 - Un taux de conformité réglementaire des installations établi à 91 %

- Un prix moyen du m³ assaini sur le territoire intercommunal établi, pour une consommation d'eau inférieure à 120 m³, à 1,4856 € TTC/m³ au 01/01/2022 (+ 10,937 % par rapport au 01/01/2021). Cette augmentation est principalement liée à l'adaptation des tarifs « Collectivité » de l'assainissement collectif aux enjeux d'exploitation et de gestion patrimoniale des systèmes d'assainissement collectif des différentes Communes membres. La facture annuelle d'assainissement moyenne pour une consommation de 120 m³ d'eau s'élève ainsi à 178,27 € TTC.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 JUILLET 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public d'assainissement collectif et non collectif - Exercice 2021

Date de transmission de l'acte : 18/07/2022

Date de réception de l'accusé de
réception : 18/07/2022

Numéro de l'acte : CC_2022_129 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220711-CC_2022_129-DE

Date de décision : 11/07/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes
8.8. Environnement